

# Introduction à l'économie contributive - Vidéo de Simon Lincelles (Ars Industrialis)

Le Framablog a pris l'habitude de suivre les travaux de Bernard Stiegler au sein d'Ars Industrialis. Il faut dire que ça n'est pas tous les jours qu'un philosophe affirme que « **le logiciel libre peut redonner sens à nos vies** » !

Nous vous proposons ci-dessous la réplique d'une vidéo de Simon Lincelles intitulée « Introduction à l'économie contributive » et co-écrite par Bernard Stiegler.

Malgré quelques inexactitudes, nous partageons l'hypothèse que le logiciel libre (et Wikipédia) représentent un espoir et un modèle pour l'avenir de notre économie.

*Remarque : cette vidéo (lien direct Vimeo) est le troisième épisode d'une série initiée ici.*

---

## « Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies » Bernard Stiegler

Le philosophe Bernard Stiegler fait l'objet d'un tag dédié sur le Framablog.

En découvrant le titre de l'article qui lui était consacré dans le journal belge Le Soir du 30 novembre dernier, on comprend bien pourquoi ☐

*Remarque : Demain 3 mars à 14h au Théâtre de La Colline aura lieu une rencontre Ars Industrialis autour du récent ouvrage L'école, le numérique et la*

société qui vient co-signé entre autres par Bernard Stiegler.

# « Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies »



**BERNARD STIEGLER, un philosophe en lutte. Dans sa ligne de mire : un capitalisme addictif qui aspire le sens de nos existences. Son remède : une économie de la contribution.**

Ce n'est plus un secret pour personne : le capitalisme est en train d'être dévot par ses propres effets secondaires. En 2005, parmi d'autres, se sont écroulés, alors, une allocation française, Ars Industrielle, lancée par quatre philosophes et une artiste, avant sonné le tocsin. À l'époque, leur manifeste décrivait les dangers d'un capitalisme « autodestructeur » et la soumission totale aux « impératifs de l'économie de marché et des réseaux qui investissent les plus rapides possibles des entreprises » et collaient ces actifs dans les médias, le culture ou les télécommunications.

Aujourd'hui, l'association compte plus de 500 membres, économistes, philosophes, informaticiens et sociologues pour le capitalisme est devenu « addictif » et « pulsionnel » confondant et ne semble pas s'être trompé de sonner d'alarme. « Nous faisons partie des gens qui ont suivi, dès 2006, l'évolution chronique du système financier américain. On nous rait au nez, à l'époque », explique le philosophe Bernard Stiegler, fondateur d'Ars Industrielle et directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou. « L'homme habite un petit monde industriel reconstruit en maison à l'échelle de l'échelle, au beau milieu de la France paysanne. Entre quelques cris de gains, il vient de nous détailler le malaise qui s'empare de nous tous les échelons de la société.

## Le règne de l'incurie

« Au 21<sup>e</sup> siècle, un nouveau modèle s'est substitué au capitalisme industriel et productiviste du 19<sup>e</sup> : le consumérisme, qu'on assimile au fondisme en qui a cimenté l'opposition entre producteur et consommateur.

Le capitalisme productiviste suppose la prolifération des ouvriers. Ceux-ci perdent tout leur savoir-faire qui est transféré aux machines. Avec le consumérisme, ce sont les consommateurs qui perdent leur savoir-vivre, ce qui constitue la deuxième phase de la déqualification. »

Chez Stiegler, le savoir-vivre, c'est ce qui permet à un homme de pouvoir développer ses propres pratiques sociales, d'avoir un style de vie particulière, une existence qui n'est pas identique à celle de son voisin. « Le consumérisme du capitalisme, c'est qu'il dévot nos existences. Le marketing nous expose nos modes de vie et de pensée. Et cette partie de savoir-faire et de savoir-vivre devient généralisée. Beaucoup d'ingénieurs n'ont plus que des compétences et de moins en moins de connaissances. On peut dire

leur faire faire n'importe quoi, c'est très pratique, mais ça peut aussi produire l'absurde. L'exemple ultime de cette prolifération totale, c'est Alan Greenspan, l'ancien patron de la Banque Mondiale américaine, qui a dit, devant le Congrès américain qu'il ne pouvait pas anticiper la crise financière parce que le système lui avait totalement échappé. »

Que la justification de Greenspan soit sincère ou non, il n'en ressort pas moins que le système ultralibéral qu'il a sans cesse prôné a engendré la domination de la spéculation à rendement immédiat sur l'investissement à long terme. Nous sommes, dit-il, Stiegler, au régime d'une « économie de l'incurie » dont les acteurs sont frappés d'un syndrome de « déresponsabilisation » couplé à une déqualification

rampante. Du si vague la solution ? Pour Stiegler, l'heure est venue de passer du capitalisme consumériste à un nouveau modèle incarné par l'économie de la contribution. En 1987, le philosophe organisait une exposition au Centre Pompidou, « Les méduses du futur », où il montra que « le 21<sup>e</sup> siècle serait une bibliothèque où des individus seraient mis en réseau, avec de nouveaux comportements induits par des appareils alors inaccessibles. »

Depuis, Stiegler a chapeauté la réalisation de logiciels et réfléchit le numérique, convaincu qu'il est, en tant que nouvelle forme d'écriture, un vecteur essentiel de la pensée et de la connaissance. Il a observé de près le mouvement du logiciel libre (L). C'est de là qu'il a tiré en partie général l'idée d'une économie de la contribution. Car dans le « libre », l'argent n'est plus le moule principal. Il cède la place à la motivation et à la passion, deux valeurs en chute libre dans le modèle consumériste. La question du sens donné aux projets par leurs participants y occupe une place centrale.

« Le logiciel libre est en train de gagner la guerre du logiciel », affirme la Commission européenne. Mais pourquoi ça marche ? Parce que c'est un modèle industriel « hors du code, c'est éminemment industriel », dit Stiegler. Le processus de travail à l'intérieur du libre permet de recréer ce que l'appel de l'industrialisation, c'est-à-dire la capacité à se transformer par soi-même, à se remettre en question, à être responsable de ce que l'on fait et à échanger avec les autres. Cela fait longtemps, par exemple, que les hackers (2) s'approprient les objets techniques selon des normes qui ne sont pas celles prescrites par le marketing. De la même manière, une « infrastructure contributive » se développe, depuis deux décennies, sur un internet qui « repose entièrement sur la participation de ses utilisateurs ». Elle a permis, entre autres, d'accoucher de Wikipedia et de se substituer à la double consommation producteur et ensemble de contributeurs actifs. Ceux-ci obtient et élargissent leurs savoirs sur le réseau, développant ainsi des « milieux associés » où ils peuvent façonner leurs propres jugements. Pour Stiegler, cette capacité à partager par soi-même passe au modèle contributive, est constitutive d'un meilleur fonctionnement démocratique.

« On ne veut pas un développement aveugle, sans vision économique de la contribution. »

« Dès et déjà, des embryons de ce modèle naissent dans d'autres domaines. « Une agriculture contributive existe déjà. L'agriculteur et ses consommateurs deviennent des partenaires, en s'appuyant notamment sur le web. » En France, cela se fait au travers des AMAP (3). Les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, où les différents acteurs se mettent d'accord sur la quantité et la diversité des produits à produire. « Dans l'univers médical, poursuit Stiegler, les patients sont parfois intégrés à la recherche, comme ce qu'a fait le professeur Montagnier avec les malades du sida. Nous pensons également qu'il y a des démarches contributives en droit, où l'idée serait de produire ce que l'on ne peut grâce aux réseaux de distribution intelligents, les smart grids. C'est bien sûr notamment comme aux instants des grands groupes. »

Ainsi, l'idée d'une économie de la contribution implique que des pans entiers de nos sociétés soient à réinventer. Stiegler énumère certains besoins : une politique éducative en relation avec le numérique, un nouveau droit du travail, un système politique déprofessionnalisant, un monde de recherche où professionnels et amateurs sont associés. Nous plaitions beaucoup pour cette figure de l'homme, qui dit ce qu'il fait et y investit complètement. « Reste, finalement, la question de l'argent. La valeur produite par les contributeurs n'est pas toujours monétisable, mais peut avoir un impact sur l'activité économique. Ainsi, les articles de Wikipedia permettent à Bernard Stiegler d'écrire beaucoup plus vite qu'avant. « La puissance publique doit être en charge d'assurer la viabilité des contributeurs. Quelqu'un qui a un projet intéressant doit pouvoir recevoir de l'argent. Cela s'inscrit dans le sillage de thèmes classiques comme le revenu minimum d'existence, à cet égard que nous pensons que ces budgets doivent être pensés comme des investissements. »

Régulateur de l'investissement, non seulement financier, mais surtout humain. Aux yeux de Stiegler, voilà l'enjeu d'une sortie de crise. Et voilà, aussi, pourquoi il appelle à la Naïme des hackers, des universitaires, des chercheurs, des amateurs et des gens de bonne volonté (4) et à par-tout à face à un « néolibéralisme devenu l'organisation généralisée du désinvestissement. » ■

QUINTIN NOIRFALISSE

Reportage réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française. (1) Selon la définition classique, un logiciel est libre lorsque les utilisateurs ont le droit « d'habiller, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer le logiciel ». D'autres exemples sont les plus connus : Firefox, OpenOffice ou le système d'exploitation Ubuntu. (2) Les hackers, grand public de l'Internet tel qu'on le connaît, n'est pas en phase éthérique, mais plutôt un « déconstructeur », qui va utiliser des logiciels ou des objets technologiques ou non dans un but que leurs créateurs n'imaginaient pas. (3) À ce sujet, voir <http://www.amiap.org> (4) [www.arsindustrielle.org](http://www.arsindustrielle.org)



**Bernard Stiegler**  
Né le 1<sup>er</sup> avril 1952 - et ce n'est pas une blague -, Bernard Stiegler est un philosophe français qui a consacré ses travaux sur les enjeux éthiques posés par les nouvelles technologies. Depuis 2006, il dirige l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) au sein du Centre Georges Pompidou. Il est aussi à son initiative, il est l'initiateur du groupe de réflexion philosophique Ars Industrielle, dont il est le président. La phrase qu'il abhorre ? Celle prononcée par Patrick Le Lay, ancien patron de TF1 : « Ça, c'est nos méduses à Coca-Cola », c'est du temps de carreaux disponibles. »

## Poison et remède

Fis question, toujours, de nombre dans un amplificateur par défaut. Dans ses textes, il décrit le numérique comme un « pharmacion », terme grec qui désigne à la fois un poison et un remède, « dont il faut prendre soin ». Objectif : lutter contre un usage de ces réseaux au service d'un hyperconsumérisme plus toxique que jamais. Il prend son ton dans le Manifeste d'Ars Industrielle. Stiegler complète, en face-à-face : « Le numérique peut également aboutir à une dé-

# « Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies »

URL d'origine du document

Quentin Noirfalisse - 30 novembre 2011 - Le Soir

**Bernard Stiegler, un philosophe en lutte. Dans sa ligne de mire : un capitalisme addictif qui aspire le sens de nos existences. Son remède : une économie de la contribution.**

Ce n'est plus un secret pour personne : le capitalisme est en train d'être dévoré par ses propres effets toxiques. En 2005, parmi d'autres voix peu écoutées alors, une association française, Ars Industrialis, lancée par quatre philosophes et une juriste, avait sonné le tocsin. A l'époque, leur manifeste décrivait les dangers d'un capitalisme « autodestructeur » et la soumission totale aux « impératifs de l'économie de marché et des retours sur investissements les plus rapides possibles des entreprises » et notamment celles actives dans les médias, la culture ou les télécommunications.

Aujourd'hui, l'association comporte plus de 500 membres, économistes, philosophes, informaticiens et toxicologues (car le capitalisme est devenu « addictif » et « pulsionnel ») confondus et ne semble pas s'être trompée de sonnette d'alarme. « Nous faisons partie des gens qui ont soulevé, dès 2006, l'insolvabilité chronique du système financier américain. On nous riait au nez, à l'époque », explique le philosophe Bernard Stiegler, fondateur d'Ars Industrialis et directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou.

L'homme habite un petit moulin industriel reconverti en maison à Epineuil-le-Fleuriel, au beau milieu de la France paysanne. Entre quelques cris de paons, il vient de nous détailler le malaise qui s'empare de tous les échelons de la société.

## **Le règne de l'incurie**

« Au 20e siècle, un nouveau modèle s'est substitué au capitalisme industriel et productiviste du 19e : le consumérisme, qu'on assimile au fordisme et qui a cimenté l'opposition entre producteur et consommateur. Le capitalisme productiviste supposait la prolétarianisation des ouvriers. Ceux-ci perdaient tout leur savoir-faire qui était transféré aux machines. Avec le consumérisme, ce sont les consommateurs qui perdent leur savoir-vivre, ce qui constitue la deuxième phase de la prolétarianisation. »

Chez Stiegler, le savoir-vivre, c'est ce qui permet à un homme de pouvoir développer ses propres pratiques sociales, d'avoir un style de vie particulier, une existence qui n'est pas identique à celle de son voisin. « Le problème du capitalisme, c'est qu'il détruit nos existences. Le marketing nous impose nos modes de vie et de pensée. Et cette perte de savoir-faire et de savoir-vivre devient généralisée. Beaucoup d'ingénieurs n'ont plus que des compétences et de moins en moins de connaissances. On peut donc leur faire faire n'importe quoi, c'est

très pratique, mais ça peut aussi produire Fukushima. L'exemple ultime de cette prolétarisation totale, c'est Alan Greenspan, l'ancien patron de la Banque fédérale américaine, qui a dit, devant le Congrès américain qu'il ne pouvait pas anticiper la crise financière parce que le système lui avait totalement échappé. »

Que la justification de Greenspan soit sincère ou non, il n'en ressort pas moins que le système ultralibéral qu'il a sans cesse promu a engendré la domination de la spéculation à rendement immédiat sur l'investissement à long terme. Nous assistons, déplore Stiegler, au règne d'une « économie de l'incurie » dont les acteurs sont frappés d'un syndrome de « déresponsabilisation » couplé à une démotivation rampante.

Où se situe la solution ? Pour Stiegler, l'heure est venue de passer du capitalisme consumériste à un nouveau modèle industriel : l'économie de la contribution. En 1987, le philosophe organisait une exposition au Centre Pompidou, « Les mémoires du futur », où il montra que « le 21<sup>e</sup> siècle serait une bibliothèque où les individus seraient mis en réseaux, avec de nouvelles compétences données par des appareils alors inaccessibles. »

Depuis, Stiegler a chapeauté la réalisation de logiciels et réfléchi le numérique, convaincu qu'il est, en tant que nouvelle forme d'écriture, un vecteur essentiel de la pensée et de la connaissance. Il a observé de près le mouvement du logiciel libre<sup>[1]</sup>. C'est de là qu'aurait en partie germé l'idée d'une économie de la contribution. Car dans le « libre », l'argent n'est plus le moteur principal. Il cède la place à la motivation et à la passion, deux valeurs en chute libre dans le modèle consumériste. La question du sens donné aux projets par leurs participants y occupe une place centrale.

« Le logiciel libre est en train de gagner la guerre du logiciel, affirme la Commission européenne. Mais pourquoi ça marche ? Parce que c'est un modèle industriel - écrire du code, c'est éminemment industriel - déprolétarisant. Les processus de travail à l'intérieur du libre permettent de reconstituer ce que j'appelle de l'individuation, c'est-à-dire la capacité à se transformer par soi-même, à se remettre en question, à être responsable de ce que l'on fait et à échanger avec les autres. Cela fait longtemps, par exemple, que les hackers<sup>[2]</sup> s'approprient les objets techniques selon des normes qui ne sont pas celles prescrites par le marketing. »

De la même manière, une « infrastructure contributive » se développe, depuis deux décennies, sur un internet qui « repose entièrement sur la participation de ses utilisateurs ». Elle a permis, entre autres, d'accoucher de Wikipédia et de substituer à la dualité consommateur-producteur un ensemble de contributeurs actifs. Ceux-ci créent et échangent leurs savoirs sur le réseau, développant ainsi des « milieux associés » où ils peuvent façonner leurs propres jugements. Pour Stiegler, cette capacité à penser par soi-même propre au modèle contributif, est constitutive d'un meilleur fonctionnement démocratique.

## **Poison et remède**

Pas question, toutefois, de tomber dans un angélisme pontifiant. Dans ses textes, il décrit le numérique comme un « pharmakon », terme grec qui désigne à la fois un poison et un remède, « dont il faut prendre soin ». Objectif : « lutter contre un usage de ces réseaux au service d'un hyperconsumérisme plus toxique que jamais », peut-on lire dans le Manifeste d'Ars Industrialis. Stiegler complète, en face-à-face : « Le numérique peut également aboutir à une société policière. Soit on va vers un développement pareil, soit vers l'économie de la contribution. »

D'ores et déjà, des embryons de ce modèle naissent dans d'autres domaines. « Une agriculture contributive existe déjà. L'agriculteur et ses consommateurs deviennent des partenaires, en s'appuyant notamment sur le web. » En France, cela se fait au travers des AMAP, les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, où les différents acteurs se mettent d'accord sur la quantité et la diversité des denrées à produire. « Dans l'univers médical, poursuit Stiegler, les patients sont parfois intégrés à la recherche, comme ce qu'a fait le professeur Montagnier avec les malades du sida. Nous pensons également qu'il y a des domaines contributifs en énergie, où l'idée serait de produire autant que l'on reçoit, grâce aux réseaux de distribution intelligents, les smart grids. C'est bien sûr totalement contraire aux intérêts des grands groupes. »

Ainsi, l'idée d'une économie de la contribution implique que des pans entiers de nos sociétés sont à réinventer. Stiegler énumère certains besoins : « une politique éducative en relation avec le numérique, un nouveau droit du travail, un système politique déprofessionnalisé, un monde de la recherche où professionnels et amateurs sont associés. Nous plaidons beaucoup pour cette figure de l'amateur, qui aime ce qu'il fait et s'y investit complètement. » Reste, finalement, la question de l'argent. La valeur produite par les contributeurs n'est pas toujours

monétisable, mais peut avoir un impact sur l'activité économique. Ainsi, les articles de Wikipédia permettent à Bernard Stiegler d'écrire beaucoup plus vite qu'avant. « La puissance publique doit être en charge d'assurer la solvabilité des contributeurs. Quelqu'un qui a un projet intéressant doit pouvoir recevoir de l'argent. Cela s'inscrit dans le sillage de thèses classiques comme le revenu minimum d'existence, à ceci près que nous pensons que ces budgets doivent être pensés comme des investissements. »

Reproduire de l'investissement, non seulement financier, mais surtout humain. Aux yeux de Stiegler, voilà l'enjeu d'une sortie de crise. Et voilà, aussi, pourquoi il appelle à la réunion des hackers, des universités, des chercheurs, des amateurs et des gens de bonne volonté (« il y en a partout ») face à un « néolibéralisme devenu l'organisation généralisée du désinvestissement ».

*www.arsindustrialis.org*

## **Interview de Bernard Stiegler**

### **URL d'origine du document**

*Entretien : Quentin Noirfalisse - Vidéo: Adrien Kaempf et Maximilien Charlier*  
Geek Politics - Dancing Dog Productions



—> La vidéo au format webm

### **Notes**

[1] Selon la définition consacrée, un logiciel est libre lorsque les utilisateurs ont le

droit « d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer le logiciel ». Quelques exemples, parmi les plus connus : Firefox, OpenOffice ou le système d'exploitation Ubuntu.

[2] Le hacker, grand artisan de l'internet tel qu'on le connaît, n'est pas un pirate informatique, mais plutôt un « détourneur », qui va utiliser des systèmes ou des objets (technologiques ou non) dans un but que leurs créateurs n'imaginaient pas.

---

## **Librologie 6 : À quoi rêvent les moutons électriques**

Bonjour tout le monde,

Ceux et celles pour qui ces chroniques Librologiques sont d'une lecture un peu aride (c'est également mon cas, le croiriez-vous), seront peut-être rassurés de savoir que l'épisode d'aujourd'hui termine (provisoirement) l'approche quelque peu théorique entamée avec l'épisode 3, intitulé *La Revanche des...* Ah non, attendez que je m'y retrouve — j'y suis : *User-generated multitude*, c'est cela.

Dans l'épisode d'aujourd'hui, donc, je vous propose de revenir sur les pratiques culturelles sous licences Libres, leur *utilité* et l'adéquation ou non de celles-ci (les licences Libres) pour celles-là (les pratiques culturelles, faut suivre aussi)<sup>[1]</sup>. Plus que jamais, les commentaires sont là pour recueillir vos réactions, réflexions, témoignages et — ô surprise — vos commentaires.

Bonne lecture !

*Valentin Villenave*

## **Librologie 6 : À quoi rêvent les moutons électriques**

Peut-on appliquer les licences Libres aux œuvres de l'esprit ?

(C'est-à-dire, étendre les modèles de licences alternatives, autorisant la libre diffusion voire la modification des œuvres, au-delà des seuls logiciels Libres ?)

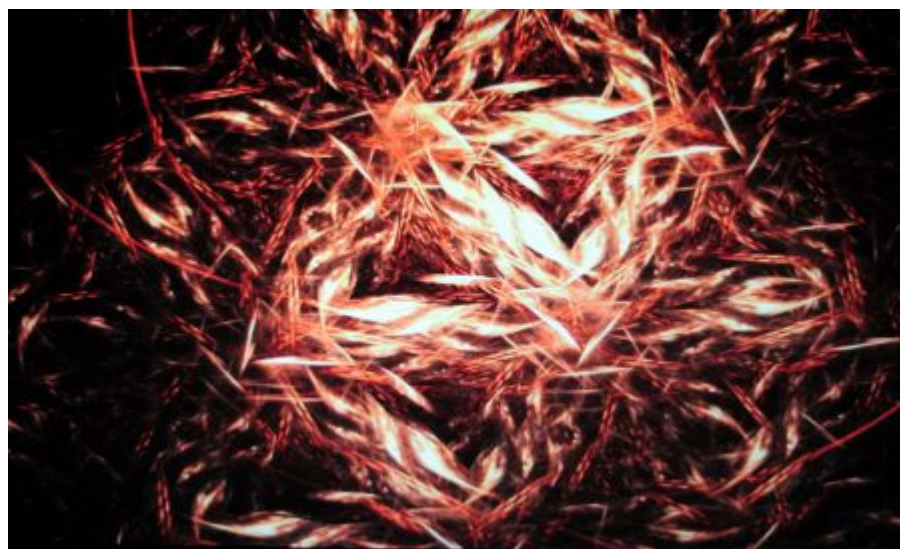
C'est une question récurrente sur les forums et listes électroniques Libristes.

Une question que l'on n'amène en général pas frontalement, mais que l'on va glisser au détour d'une phrase — on la trouvera d'ordinaire introduite par des marqueurs tels que « *je ne suis pas sûr que* », « *reste à savoir si* », « *il ne me semble pas évident* », etc. — quand on n'entre pas directement dans l'attaque peu subtile « *vous voulez obliger les artistes à publier sous licences Libres (et donc, à crever de faim) ? C'est du stalinisme pur !* ».

Une question sur laquelle, *naturellement*, chacun a peu ou prou son opinion pré-établie. Nul besoin d'argumenter, de réfléchir ou de démontrer.

C'est que cette question n'en est, évidemment, pas *vraiment* une.

C'est un troll.



J'ai déjà tenté ailleurs — longuement — de me pencher sur cette question, dans l'espoir de tordre le coup définitivement à ce serpent de mer trolloïde du milieu Libre. Cependant il me semble intéressant de prendre le temps de critiquer le point de vue selon lequel les licences Libres ne devraient convenir qu'aux programmes informatiques, et notamment d'examiner quels idéologèmes le soutendent. En effet, Libriste ou non, nul n'est à l'abri de ses propres préjugés, au premier rang desquels cette *mythologie* déjà évoquée qui consiste à voir en l'œuvre d'art un objet échappant aux contingences ordinaires, et en l'artiste-*créateur* (pour peu qu'il soit *professionnel*, bien sûr) un être en marge des



exigences sociales.

D'un point de vue légal et pratique, pourtant, bien peu de choses distinguent un programme informatique de tout autre *contenu* immatériel : un logiciel *est* une œuvre de l'esprit soumise à la « Propriété Littéraire et Artistique » — encore une distinction arbitraire, au demeurant, qu'il conviendrait de mettre en question. Et un nombre croissant d'artistes s'expriment d'ailleurs au moyen d'outils informatiques qui les amènent parfois à créer de véritables « programmes », au sens strict. (Des pratiques artistiques sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.)

Pourquoi, dès lors, séparer arbitrairement ces œuvres de l'esprit en, d'un côté, l'art, de l'autre les logiciels ? Certes, il peut arriver que les « œuvres d'art » posent des contraintes inédites aux licences, et nécessitent quelques adaptations juridiques (c'est le propos des licences Creative Commons, dont j'ai parlé ailleurs, et de la licence Art Libre qui, nous le verrons plus bas, est timidement recommandée par le projet GNU). Mais le principe de base reste le même, et il a été établi que les libertés garanties à l'utilisateur de logiciels peuvent se transposer aisément à l'amateur d'art.

Ce qui sous-tend en fait cette dichotomie arbitraire, c'est le « bon sens » ordinaire par lequel tout un chacun délimite sa conception de l'art. Les bouleversements artistiques du XXe siècle semblent avoir quelque peu mis à mal les critères traditionnels d'appréciation du public : peut-on encore dire que « l'art, c'est ce qui plaît » après Picasso ? Que « l'art, c'est ce qui est original » après l'urinoir de Duchamp ou les boîtes de soupe de Warhol ? Peut-on encore définir l'art par la « légitimité » sociale de son auteur, après le *Coucher de soleil sur l'Adriatique* peint par l'âne Lolo (sic) ?



Reste un critère auquel se raccrocher (voire se cramponner, d'autant plus fermement que tous les autres sont en déroute) : celui de *l'utilité*. Une œuvre

d'art, nous dit le bon sens ordinaire, n'est pas quelque chose dont on se sert pour accomplir telle ou telle tâche. Cette position est également celle de la Loi, qui depuis deux ou trois siècles oppose à l'Art (absolu) les « arts utiles », c'est-à-dire inventions et méthodes de fabrication. Il sera donc communément admis que l'art « noble », digne de respect, se doit d'être inutile : méprisons donc de bon cœur les fanfares ou la musique militaire (fusse-t-elle de Schubert), et les berceuses que l'on chante aux enfants.

Mais cette fois, c'est le reste de la vie qui revient en contrebalance : parmi tous les objets dont nous faisons « usage », combien sont, *de facto*, indispensables ou simplement, objectivement utiles ? Une large part des logiciels installés sur nos ordinateurs, par exemple, ne sont ni strictement nécessaires ni même utiles (jusqu'à l'absolument inutile). Ainsi, les jeux vidéo sont apparus exactement en même temps que les ordinateurs. Sans même aller jusque là, n'importe quelle interface moderne comporte une majorité d'éléments qui n'ont pour seule raison d'être, que de *plaire*. Si les logiciels servent à se divertir, et le *design* à plaire, il n'y a alors plus aucune raison pour considérer l'informatique différemment de, par exemple, la musique : de même que le comte Kayserling commanda à Bach des variations pour clavecin afin de l'aider à dormir la nuit, le citoyen moderne se laissera bercer par les moutons électroniques de son économiseur d'écran.

C'est donc dire, d'une part, que le critère d'« utilité » n'est pas un commutateur binaire, mais plutôt un axe linéaire sur lequel existent une infinité de degrés, et d'autre part que, quand bien même l'on tracerait une barrière nette, l'on serait surpris de voir que ce qui « tombe » d'un côté ou de l'autre n'est pas nécessairement ce à quoi l'on s'attendrait. J'irai même jusqu'à affirmer que le geste du programmeur n'est ni moins technique, ni moins intrinsèquement chargé d'expressivité, ni moins ontologiquement digne d'admiration ou de terreur, que celui de l'« artiste » ; la seule *distinction* de l'artiste (au sens bourdieusien du terme) est d'ordre social, et nous avons vu combien cette quantification est illusoire.

De même, l'opinion « naturelle » qui consiste à voir en l'Œuvre d'Art un objet achevé, signé et sacré, là où l'objet utilitaire (et tout particulièrement le programme informatique) est un objet transitoire, temporaire, criblé de défauts et dont on s'empressera de se débarrasser pour en obtenir une *nouvelle* version, plus récente, plus aboutie, en attendant encore la prochaine, cette vision disais-je, est éminemment liée à notre contexte historique : en-dehors de notre société

occidentale de ces cinq ou six derniers siècles, les pratiques culturelles et rituelles ne sont pas nécessairement distinctes, et il est bien rare pour un « auteur » d'éprouver le besoin de signer individuellement son œuvre ; en retour, dans notre monde post-industriel (ou pleinement industriel, si l'on suit Bernard Stiegler) où l'artisan n'est plus qu'un souvenir, il est communément admis que tout objet utilitaire est le fruit du travail indistinct d'une légion d'ingénieur anonymes, et l'on se souciera bien peu de savoir si le logiciel que l'on utilise a un ou plusieurs auteurs. Si l'informatique a tout de même produit des noms célèbres, c'est avant tout par ce processus de « mythification » qu'est le *star-system* : Bill Gates ou Steve Jobs fascinent davantage pour leur *success-story* que pour leur travail technique, et de son côté le mouvement Libre cherche en ses grands informaticiens des héros (Linus Torvalds) ou, si l'on peut dire, des hérauts (Richard Stallman ou Sir Tim Berners-Lee) — ce que je décrivais précédemment sous le terme de « culte ».

Unicité de l'auteur, singularité sociale de l'artiste, intégrité de l'œuvre : autant de notions historiquement datées — et qui, même d'un point de vue historique, s'avèrent bien illusoirs : aussi loin que nous puissions regarder, les artistes ont toujours dû s'adapter aux goûts du public, aux contraintes économiques ou politiques, et partager avec leur contemporains la paternité de leur travail. J'ai déjà eu l'occasion d'aborder l'exemple des compositeurs des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, qui, s'ils signaient certainement leurs œuvres, ne se privaient pas d'emprunter ici et là — quand ce n'était pas les interprètes eux-même qui réarrangeaient ou faisaient réécrire certains passages ! J'ai également tenté d'expliquer que les musiciens d'antan que nous révérons aujourd'hui comme des génies intemporels, n'avaient probablement pas de préoccupations d'une autre hauteur que les faiseurs-de-culture d'aujourd'hui. Depuis plus d'un siècle, le cinéma nous rappelle de façon éclatante combien l'élaboration d'une œuvre est une *production*, ici au sens industriel du terme — au point que même Fox News en vient à s'alarmer de la prolifération des franchises et autres remakes : nous attendons le prochain *James Bond* comme la prochaine version de tel jeu vidéo ou système d'exploitation, en espérant qu'il sera encore plus plaisant et nous en donnera davantage *pour notre argent*. C'est ignorer que trois siècles plus tôt, le public britannique de Händel attendait probablement de la même façon son prochain oratorio !

Signe ultime de cette industrialisation de la culture, que nous avons déjà

présenté : les mêmes industriels qui érigent les « créateurs » en figures sacrées, s'empressent dans un même mouvement de réduire leur production à sa simple quantification marchande sous le terme « contenu », qui peut désigner indifféremment des films, des pistes musicales ou des images, en un mot, tout ce que l'on nous peut vendre, littéralement, au poids.



Il y a quelque chose de paradoxal à constater que, même parmi les Libristes les plus endurcis, ceux-là même qui encouragent les informaticiens et chercheurs à publier sous licences Libres le fruit de leur travail, n'ont pas la même attente (voire exigence) de la part des auteurs et artistes. Sur le site [gnu.org](http://gnu.org) déjà mentionné, Richard Stallman lui-même indique :

*Nous n'adoptons pas le point de vue que les œuvres d'art ou de divertissement doivent être Libres ; cependant si vous souhaitez en libérer une nous recommandons la Licence Art Libre.*

Une autre page reprend même à son compte le critère d'utilité que j'évoquais plus haut :

*Les œuvres qui expriment l'opinion de quelqu'un — mémoires, chroniques et ainsi de suite — ont une raison d'être fondamentalement différente des œuvres d'utilité pratique telles que les logiciels ou la documentation. Pour cette raison, nous leur demandons des autorisations différentes, qui se limitent à l'autorisation de copier et distribuer l'œuvre telle-quelle.*

*La licence Creative Commons Attribution-Pas d'œuvres dérivées est utilisée pour les publications de la Free Software Foundation. Nous la recommandons tout particulièrement pour les enregistrements audio et/ou vidéo d'œuvres d'opinion.*

Nous avons pourtant vu que Stallman a très tôt compris l'importance potentielle

des licences Libres au-delà du code informatique, et se plaît à définir le mouvement Libre comme un mouvement social, politique ou philosophique ; cette soudaine timidité lorsqu'il s'agit de l'art n'en est que plus surprenante — et n'a pas manqué d'être pourfendue par ceux et celles qui aspirent à un mouvement Libre digne de ce nom dans les domaines culturelles.

L'hypothèse que je pourrais formuler, est que rms n'est tout simplement pas intéressé par l'art. La culture « de divertissement » l'intéresse probablement, ainsi que la littérature qu'il nomme « d'opinion » ; cependant, difficile de se défaire de l'impression que ces formes intellectuelles dépourvues « d'utilité pratique » lui semblent, somme toute, subalternes. Si rms a — quoique tardivement — pris conscience des dangers que pose à la démocratie la répression de la libre circulation des œuvres, le point de vue des artistes eux-même lui demeure clairement étranger.

Peut-être est-ce là le plus grand échec du mouvement Libre : de n'avoir pas, de *lui-même*, dépassé plus tôt les frontières de l'informatique et de cette absurde notion *d'utilité*. Comme me l'exposait tout récemment Mike Linksvayer lui-même, il est presque honteux qu'aient dû se développer, avec quinze ans de retard, des licences spécialement pensées pour l'art et la culture, au lieu d'une simple évolution de licences logicielles telles que la licence GPL. Ce décalage d'une ou deux décennies vis-à-vis de l'informatique Libre est, encore aujourd'hui, un des (nombreux) handicaps dont souffre le monde culturel Libre.



Le milieu des licences Libres est donc encore largement déconnecté des milieux artistiques. Les Libristes eux-mêmes sont en général nettement plus familiers de

l'informatique que des pratiques culturelles (particulièrement « classiques », j'y reviens plus bas) ; leurs modes de consommation culturelle sont plus tournés vers la culture de masse — où l'on ignore notoirement toute possibilité de licences alternatives — que vers la création artistique ou la culture classique. Ceux-là même qui veillent à n'installer sur leurs ordinateurs que des logiciels Libres (à quelques éventuels compromis près), sont à même de faire une consommation immodérée de « contenus » propriétaires — la culture *geek* étant d'ailleurs presque entièrement construite sur un patrimoine non-libre : *Le Seigneur des anneaux*, *Star Trek*, *La Guerre des étoiles*, *Le Guide du routard galactique*...

Pour certains, il y a là une évidence décomplexée : de toute façon, les œuvres d'art n'ont pas à être sous licences Libres, ce n'est pas *fait pour cela*. Pour d'autres au contraire, c'est un état de fait presque honteux : l'on ne demanderait pas mieux que de pouvoir n'écouter que de la « musique libre », par exemple, mais les œuvres existantes sont tellement peu connues / difficiles d'accès / introuvables / pauvres... Reproches d'ailleurs partiellement mérités (nous y reviendrons) — et qui auraient aussi bien pu, au demeurant, être adressés aux logiciels Libres eux-même il y a une quinzaine d'années.

Peut-être est-ce, au moins en partie, pour expier cette mauvaise conscience que ce même public Libriste se rue sur quelques œuvres ou sites web culturels publiés sous licences alternatives : les films (au demeurant admirables) de la fondation Blender, les dessins de Nina Paley ou encore le site Jamendo (sujets sur lesquels nous reviendrons prochainement)... Cependant que d'autres fonds Librement disponibles, nettement plus fournis, restent largement ignorés : je veux parler du patrimoine écrit, notamment dans le domaine public. Nous évoquions récemment le projet Gutenberg, auquel il faudrait ajouter, dans le domaine des livres, Wikisource ou même Gallica, mais également le domaine des partitions musicales (IMSLP.org, mutopiaproject.org, cpdl.org), ou celui des films en noir et blanc (archive.org)... autant de formes culturelles qui ne font pas recette auprès du public Libriste dans son écrasante majorité (lequel public se montre d'ailleurs souvent peu concerné par la défense du domaine public en général).

Si les Libristes sont principalement tournés vers les cultures « de consommation », la grande majorité des artistes et auteurs, inversement, ne connaît guère d'autre modèle que le droit « d'auteur » traditionnel, avec l'inféodation qu'il comporte à tout un système d'intermédiaires (éditeurs, distributeurs, sociétés de gestion de droits) dont il est presque impossible de

sortir, et qui empêche même d'envisager l'existence d'alternatives quelles qu'elles soient. J'ai moi-même eu l'occasion d'évoquer la sensation d'apatride que peut avoir un musicien dans le milieu Libre, et un Libriste dans le milieu musical.

Il n'en faut saluer que davantage la bonne volonté de tous ceux qui, de part et d'autre, s'emploient à lancer des ponts, même de façon parfois maladroite ou mûs par la « mauvaise conscience » que j'évoquais plus haut. La devise du Framablog exprime à merveille ce point de vue :

*mais ce serait peut-être l'une des plus grandes opportunités manqués de notre époque si le logiciel libre ne libérait rien d'autre que du code.*

On ne peut donc que souhaiter que le public Libriste, d'une part, mette progressivement en question ses propres modes de consommation culturelle, et d'autre part, s'abstraire de cette idéologie rampante qui consiste, en célébrant la « sublime inutilité » de l'art, à mettre les artistes hors du monde, dans une case clairement délimitée et quantifiable, et s'assurer qu'ils y restent. La figure sacralisée de l'artiste-créateur (tout comme celle du « professionnel », autant de termes que j'ai déjà démontés) que brandissent les industriels de la culture en toute hypocrisie, ne sert qu'à masquer cette démarche de marginalisation des artistes, de ringardisation organisée de la culture savante, et en dernière analyse, d'une certaine forme de mépris.

Une pensée Libriste digne de ce nom, au contraire, me semble devoir accepter l'idée qu'une œuvre d'art — utile ou non ! — puisse être, tout comme un programme informatique, partagée, retravaillée, voire détournée sous certaines conditions. Le rôle du mouvement Libre est pour moi de remettre l'art en mouvement, et l'auteur à sa place : celle d'un citoyen parmi d'autres, venant à une époque parmi d'autres.

## Notes

[1] Crédit illustrations : Paul Scott (CC by-sa), Boronali - Coucher de Soleil sur l'Adriatique (CC by-sa), Mouton - Mouton (Art Libre) et Paul Downey (CC by)

---

# Socrate et les hackers - Une conférence de Bernard Stiegler

À peine avons-nous mis en ligne le billet Quand Socrate nous aide à mieux comprendre le logiciel libre qu'un commentaire nous signalait une récente conférence de Bernard Stiegler, dont le titre, séduisant et énigmatique, faisait lui aussi référence au célèbre philosophe grec : « Socrate et les hackers ».

Elle a été donnée le 13 avril dernier à la Maison des Arts de Malakoff.

On y retrouve les thèmes chers à Bernard Stiegler : perte du savoir dans un processus de prolétarisation généralisée lié au marketing et espoir mis dans la figure de « l'amateur ».

Je ne suis pas un hacker mais je pense bien faire parti de ces amateurs. Et, du coup, j'aime bien écouter Bernard Stiegler parce qu'il me donne l'impression que je participe à sauver le monde du marasme dans lequel il se trouve ☐

Tout ceci m'a fait repenser à un très lointain article de *Libération* (25 mai 2001).

Une interview de Pekka Himanen<sup>[1]</sup> par Florent Latrive.

À la question : quel est votre hacker préféré ? Voici ce que le philosophe finlandais avait alors répondu :

« Socrate. Toute son attitude, cette relation passionnée et modeste au savoir, son ouverture d'esprit, sa quête de directions intellectuelles non prévues: l'attitude des Grecs anciens est très similaire à celle des hackers d'aujourd'hui. Platon, son disciple, a fondé la première académie du monde occidental, et c'est le modèle de la recherche scientifique aujourd'hui. C'est aussi celui des hackers passionnés d'ordinateurs... ».

## Bernard Stiegler - Socrate et les hackers





—> La vidéo au format webm

## Notes

[1] À ce propos, c'est vraiment une anomalie de ne plus trouver la moindre trace papier ou numérique de la traduction française de *l'Éthique Hacker* de Pekka Himanen, alors même que c'est clairement l'un des ouvrages les plus importants de la *culture libre*. Il y a une note de lecture sur Freescape et puis c'est à peu près tout (si ce n'est une indisponibilité récurrente sur Amazon). L'explication vient du fait qu'Exils, l'éditeur de la traduction n'existe plus, mais c'est bien dommage que personne n'ait pris le relai (et les éventuels droits). Si quelqu'un est assez motivé pour contacter Pekka Himanen et voir avec lui comment on pourrait rééditer son livre en français, qu'il sache que Framasoft et son projet Framabook sont de tout cœur derrière lui.

---

# Logiciel libre et économie de la contribution : le temps de la déprolétarianisation

Le 6 mars dernier Philippe Aigrain et Jérémie Zimmermann étaient invités par Alain Giffard et Bernard Stiegler dans le cadre des rencontres du Théâtre de la

Colline de l'association **Ars Industrialis**.

Le titre était alléchant : **Logiciel libre et économie de la contribution : le temps de la déprolétarianisation**.

Et la présentation tout autant :

*Nous y accueillerons Philippe Aigrain et Jeremie Zimmermann, avec lesquels nous débattons des enjeux du logiciel libre du point de vue d'une économie de la contribution, dans un contexte industriel marqué par une extraordinaire croissance des technologies numériques, qui pénètrent désormais pratiquement tous les aspects de la vie quotidienne. Mais nous examinerons aussi cette question dans le souci de réfléchir aux possibilités et aux spécificités du modèle contributif dans d'autres secteurs que l'économie numérique elle-même.*

*Plus généralement, nous mettrons à l'épreuve l'hypothèse selon laquelle le mouvement culturel, social et professionnel du logiciel libre et des creative commons constituent un précédent historique avec lequel, pour la première fois dans l'histoire industrielle, une tendance qui conduisait à ce que les processus de prolétarianisation, c'est à dire de pertes de savoirs, affectant progressivement tous les acteurs de la société industrielle (producteurs, consommateurs, concepteurs, mais aussi investisseurs devenus spéculateurs), semble se renverser en une tendance contraire, où la technologie industrielle est mise au service de la reconstitution de communautés de savoirs.*

*C'est comme extension de ce mouvement et des nouvelles caractéristiques organisationnelles sur lesquelles il repose que le modèle du logiciel libre, qui constitue la matrice de l'économie de la contribution, annoncerait le dépassement des modèles industriels productivistes et consuméristes.*

Quelle frustration de ne pouvoir en être !

Mais merci à Christian Fauré d'avoir enregistré ce débat de haute volée (ce dernier précise : « la discussion qui a suivi a été vraiment exceptionnelle, par exemple lors de l'intervention d'Alain Pierrot, vous la retrouverez bientôt sur le site d'Ars Industrialis »).

## **Bernard Stiegler**



—> La vidéo au format webm

## **Philippe Aigrain**



—> La vidéo au format webm

## **Jérémie Zimmermann**



—> La vidéo au format webm

## Alain Giffard



—> La vidéo au format webm

---

# L'avenir libre de Bernard Stiegler ou gratuit de Jacques Attali ?

Un titre un peu caricatural pour un billet qui met simplement en parallèle deux récentes et intéressantes interviews vidéos, la première de Jacques Attali, la seconde de Bernard Stiegler.

Choisis ton camp camarade ? Pas vraiment, parce que les deux intellectuels n'abordent pas exactement le même sujet, bien qu'il soit à chaque fois question de l'avenir de nos sociétés (on remarquera qu'ils citent tous deux Wikipédia mais pas avec le même dessein).

## **Jacques Attali**

La gratuité - Dans le cadre de l'émission Conversation d'avenirs sur Public Sénat  
*22 décembre 2009 - URL d'origine de la vidéo*

## **Bernard Stiegler**

Vers une économie de la contribution - En visite chez Siné-Hebdo  
*24 novembre 2009 - URL d'origine de la vidéo*